

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je signalerai à l'honorable député que les questions de culture ne sont pas en jeu dans une négociation commerciale.

ON DEMANDE QUE LES FONCTIONNAIRES CESSENT DE DIRE QUE LA CULTURE FERA L'OBJET DE NÉGOCIATION

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Alors, le ministre répète la même réponse qu'il a donnée plus tôt. Comment alors le gouvernement peut-il tolérer que des fonctionnaires répètent qu'ils vont négocier les choses qui relèvent de la culture? Est-ce que le ministre ne réalise pas que cela crée de l'inquiétude dans les milieux culturels au Canada? Si la culture n'est pas négociable, qu'on donne des instructions aux fonctionnaires de cesser de le dire.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je crois que le député comprend bien que l'article qu'il est en train de citer—je crois qu'il s'agit d'un article du journal *La Presse*—était fondé sur une séance d'information de certains de nos fonctionnaires qui ont traité des questions en général qui seront discutées pendant les négociations. Il y a eu une certaine interprétation par ce journaliste. Je crois que la question est la suivante: La culture est-elle discutable dans une négociation commerciale? La réponse est non.

* * *

● (1430)

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

LA MAUVAISE ADMINISTRATION DANS LA RÉGION DU MANITOBA—LA RENCONTRE DU MINISTRE ET DES CHEFS

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Après avoir organisé une réunion des chefs du Manitoba pour discuter des mesures à prendre pour donner suite au rapport présenté la semaine dernière qui confirme leurs accusations d'abus et de mauvaise administration dans la région du Manitoba, le ministre a accepté de rencontrer seulement huit des 23 chefs qui étaient venus représenter leurs bandes. Pourquoi le ministre n'a-t-il pas accepté de rencontrer tous les chefs du Manitoba pour qu'ils puissent lui proposer un plan en vue de s'attaquer aux problèmes dans leurs régions? Pourquoi a-t-il annoncé son plan sans consulter les chefs, puisque ce sont eux qui sont le plus directement touchés?

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, cette question me permet de signaler au député que j'ai rencontré trois fois les Indiens du Manitoba ce matin, la première fois quand ils sont arrivés à mon bureau avant 8 heures, une deuxième fois quand une petite délégation est venue à mon bureau et, plus tard, à l'extérieur, quand je me suis entretenu avec un certain nombre de groupes. Aucun plan n'a été adopté. J'ai dit aux Indiens la

même chose qu'à la Chambre, soit que le plan d'action sera mis au point en collaboration avec les Indiens du Manitoba et le vérificateur indépendant. Celui-ci sera de retour d'Allemagne la fin de semaine prochaine et il commencera son travail la semaine suivante. C'est ce que nous avons toujours voulu faire et c'est ce que nous ferons.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE CONSULTER LES CHEFS

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, le ministre promet-il de rencontrer tous les chefs du Manitoba qui sont à Ottawa aujourd'hui et de discuter avec eux de la façon dont il s'attaquera au très grave problème qui existe dans les services de son ministère pour la région du Manitoba? Consultera-t-il vraiment les chefs?

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, tous les intéressés ont décidé la semaine dernière que le meilleur moyen de s'occuper de cette affaire serait de charger le vérificateur indépendant de mettre au point un plan d'action. Naturellement, la crédibilité de tous nos programmes au Manitoba est en jeu et cela touche tous les chefs, tous les conseils et tous les Indiens de la région du Manitoba, et non seulement ceux qui sont venus à Ottawa. Je dois m'assurer que les Indiens du Manitoba savent que nous prenons des mesures qui seront efficaces pour tous les Indiens et non seulement pour ceux qui parlent au député.

LE PLAN ÉTABLI PAR LES CHEFS DU MANITOBA

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et porte sur le même sujet. Je voudrais savoir s'il est au courant du plan que les chefs du Manitoba ont établi avec le plus grand soin, premièrement, pour mettre de l'ordre dans les affaires du bureau régional des Affaires indiennes de Winnipeg et, deuxièmement, pour mettre en place le nouveau système d'autonomie gouvernementale indienne qu'ils ont conçu comme un élément de ce plan.

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je suis certainement au courant. Le plan m'a été présenté. J'ai veillé à ce que le vérificateur indépendant reçoive une copie du plan dont il est lui aussi au courant. J'ai répondu comme je l'ai fait à la question précédente parce que je voulais qu'on comprenne bien que nous avons déjà le plan. Il est important de s'assurer que le vérificateur indépendant, ayant le plan des Indiens en main, pourra établir un plan d'action qui corrigera efficacement la situation.

LE RÔLE DES CHEFS

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, à cause de la gravité de la situation au Manitoba et du fait que les allégations ont été confirmées par le vérificateur, le ministre peut-il faire savoir à la Chambre avec quelle rapidité nous pouvons compter que ce gâchis sera totalement réparé? Le ministre a-t-il l'intention de faire participer les chefs à chacune des étapes de cette opération?